

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09002]

10 DECEMBRE 2012. — Loi modifiant le Code civil, le Code pénal et le Code judiciaire en ce qui concerne l'indignité successorale, la révocation des donations, la déchéance des avantages matrimoniaux et la substitution

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code civil*

Art. 2. L'article 203, § 3, du Code civil, remplacé par la loi du 19 mars 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette obligation est caduque à l'égard de l'enfant indigne d'hériter du conjoint prédécédé. Le juge suspend son prononcé jusqu'à ce que la décision entraînant l'indignité soit passée en force de chose jugée. ».

Art. 3. L'article 205bis du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, est complété par un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. La succession est dispensée de l'obligation visée aux §§ 1^{er} et 2 si le demandeur est indigne de venir à cette succession, sans distinction selon qu'il est ou non effectivement appelé à cette succession. ».

Art. 4. Dans l'article 301, § 10, du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007, les mots « 205bis, §§ 2, 3, 4 et 5 » sont remplacés par les mots « 205bis, § 1^{er} et §§ 3 à 6 ».

Art. 5. Dans l'article 339bis du même Code, inséré par la loi du 31 mars 1987, les mots « 205bis, §§ 3 et 4 » sont remplacés par les mots « 205bis, §§ 3, 4 et 6 ».

Art. 6. Dans l'article 353-14, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots « 205bis, §§ 3 à 5 » sont remplacés par les mots « 205bis, §§ 3 à 6 ».

Art. 7. L'article 387 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le parent qui est indigne vis-à-vis de l'un de ses enfants n'a pas droit à la jouissance des biens de cet enfant. ».

Art. 8. L'article 727 du même Code, modifié par la loi du 23 janvier 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 727. § 1^{er}. Est indigne de succéder, et, comme tel, exclu de la succession :

1° celui qui est reconnu coupable d'avoir, comme auteur, coauteur ou complice, commis sur la personne du défunt, un fait ayant entraîné sa mort, tel que visé aux articles 376, 393 à 397, 401, 404 et 409, § 4, du Code pénal, de même que celui qui est reconnu coupable d'avoir tenté de commettre un tel fait;

2° celui qui est déclaré indigne parce qu'il a commis ou tenté de commettre un fait visé au 1°, mais qui, parce qu'il est décédé entretemps, n'a pas été condamné pour ce fait;

3° celui qui est déclaré indigne parce qu'il a été reconnu coupable d'avoir commis, comme auteur, coauteur ou complice, sur la personne du défunt un fait tel que visé aux articles 375, 398 à 400, 402, 403, 405, 409, §§ 1^{er} à 3 et 5, et 422bis du Code pénal.

§ 2. L'indignité visée au § 1^{er}, 1°, est une sanction civile qui produit ses effets par le seul fait pour le successible d'avoir été reconnu coupable.

L'indignité visée au § 1^{er}, 2°, est une sanction civile, prononcée par le tribunal sur la réquisition du procureur du Roi.

L'indignité visée au § 1^{er}, 3°, est une sanction civile, que peut prononcer le juge pénal qui reconnaît le successible coupable d'avoir commis un des faits qui y sont mentionnés. Le juge pénal peut également prononcer cette sanction civile à l'égard de celui qu'il a reconnu coupable d'avoir tenté de commettre un tel fait. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09002]

10 DECEMBER 2012. — Wet tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Strafwetboek en het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de onwaardigheid om te erven, de herroeping van giften, het verval van huwelijksvoordelen en de plaatsvervulling

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. Artikel 203, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 19 maart 2010, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze verplichting vervalt ten aanzien van het kind dat onwaardig is om van de vooroverleden echtgenoot te erven. De rechter schort zijn uitspraak op tot de beslissing die tot onwaardigheid leidt in kracht van gewijsde is getreden. ».

Art. 3. Artikel 205bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. De nalatenschap is van de in §§ 1 en 2 bedoelde verplichting vrijgesteld indien de eiser onwaardig is om tot deze nalatenschap te komen, ongeacht of hij daadwerkelijk tot de nalatenschap geroepen is of niet. ».

Art. 4. In artikel 301, § 10, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007, worden de woorden « 205bis, §§ 2, 3, 4 en 5 » vervangen door de woorden « 205bis, § 1 en §§ 3 tot 6 ».

Art. 5. In artikel 339bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 31 maart 1987, worden de woorden « 205bis, §§ 3 en 4 » vervangen door de woorden « 205bis, §§ 3, 4 en 6 ».

Art. 6. In artikel 353-14, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden « 205bis, §§ 3 tot 5 » vervangen door de woorden « 205bis, §§ 3 tot 6 ».

Art. 7. Artikel 387 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In afwijking van het eerste lid heeft de ouder die ten aanzien van een van zijn kinderen onwaardig is, geen recht op het genot van de goederen van dat kind. ».

Art. 8. Artikel 727 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 23 januari 2003, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 727. § 1 Onwaardig om te erven, en dus van de erfenis uitgesloten is :

1° hij die als dader, mededader of medeplichtige schuldig is bevonden om op de persoon van de overledene een feit te hebben gepleegd dat zijn dood heeft veroorzaakt, als bedoeld in de artikelen 376, 393 tot 397, 401, 404 en 409, § 4, van het Strafwetboek; zo ook hij die schuldig is bevonden aan de poging om een dergelijk feit te plegen;

2° hij die onwaardig is verklaard omdat hij een in het 1° bedoeld feit heeft gepleegd, of gepoogd heeft te plegen, maar die, omdat hij ondertussen overleden is, voor dat feit niet werd veroordeeld;

3° hij die onwaardig is verklaard omdat hij als dader, mededader of medeplichtige schuldig werd bevonden om op de persoon van de overledene een feit te hebben gepleegd als bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403, 405, 409, §§ 1 tot 3 en 5, en 422bis van het Strafwetboek.

§ 2. De in § 1, 1°, bedoelde onwaardigheid is een burgerlijke sanctie die uitwerking heeft door het louter feit dat de erfgerichtigde schuldig werd bevonden.

De in § 1, 2°, bedoelde onwaardigheid is een burgerlijke sanctie die door de rechtbank wordt uitgesproken op vordering van de procureur des Konings.

De in § 1, 3°, bedoelde onwaardigheid is een burgerlijke sanctie die kan worden uitgesproken door de strafrechter die de erfgerichtigde schuldig bevindt aan een van de daarin vermelde feiten. De strafrechter kan deze burgerlijke sanctie ook uitspreken ten aanzien van hem die schuldig bevonden is wegens de poging om een dergelijk feit te plegen. ».

Art. 9. L'article 728 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 728. L'indignité est levée, dans les cas prévus à l'article 727, § 1^{er}, 3^o, si le défunt a pardonné les faits à leur auteur, coauteur ou complice. Le pardon ne peut être accordé que dans un écrit émanant du défunt, établi après les faits et dans les formes requises pour un testament. ».

Art. 10. L'article 729 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 729. Le successible exclu de la succession pour cause d'indignité est réputé n'avoir jamais eu aucun droit dans la succession, sans préjudice toutefois des droits des tiers ayant agi de bonne foi.

L'indigne est tenu de rendre tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

La part de l'indigne bénéficie à ses descendants, si la substitution a lieu; dans le cas contraire, sa part accroît celle des autres successibles de son degré; si l'indigne est seul à son degré, elle est dévolue au degré subséquent, ou à l'ordre suivant, selon le cas. ».

Art. 11. L'article 730 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 730. Les enfants de l'indigne ne sont pas exclus de la succession pour la faute de leur parent; ils peuvent venir à la succession par substitution.

L'indigne n'a aucun droit de jouissance légale sur les biens dont ses enfants héritent à la suite de son indignité et ne peut hériter de ces biens ni directement ni indirectement.

Si les biens recueillis par l'enfant d'un indigne se retrouvent en nature dans la succession de cet enfant au décès de celui-ci, l'indigne est exclu de cette succession en ce qui concerne ces biens. S'ils ne se retrouvent plus en nature dans cette succession, l'indigne en est exclu à concurrence de leur valeur, sauf et dans la mesure où ces biens ont été consommés et que dès lors leur contrevaleur ne se trouve plus dans la succession. La valeur de ces biens est déterminée au moment où l'enfant les a recueillis. ».

Art. 12. Dans l'article 734 du même Code, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 13. L'intitulé du livre III, titre I^{er}, chapitre III, section 2, du même Code, est remplacé par ce qui suit : « Section 2. De la substitution ».

Art. 14. L'article 739 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 739. La substitution permet aux descendants d'un successible de prendre sa place dans la succession, et d'y être appelé à son degré.

La substitution a lieu, selon les règles mentionnées ci-après, en cas de prédécès, de décès simultané, de renonciation et d'indignité d'un successible. ».

Art. 15. A l'article 740 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 16. A l'article 741 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution »;

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La substitution n'a pas lieu non plus en faveur des descendants du conjoint ou du cohabitant légal. ».

Art. 17. L'article 742 du même Code, remplacé par la loi du 11 octobre 1919, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 742. En ligne collatérale, la substitution a lieu en faveur des descendants de frères et sœurs, oncles et tantes du défunt. ».

Art. 9. Artikel 728 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 728. Er is geen onwaardigheid indien de overledene, in de in artikel 727, § 1, 3^o, bedoelde gevallen de dader, mededader of medeplichtige, de feiten heeft vergeven. Vergiffenis kan enkel worden geschonken in een geschrift dat van de overledene uitgaat, en dat na de feiten is opgemaakt in de vorm die voor een testamentaire beschikking is vereist. ».

Art. 10. Artikel 729 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 729. De wegens onwaardigheid van de nalatenschap uitgesloten erfgerechtigde wordt geacht nooit enig recht in de nalatenschap te hebben gehad, onverminderd evenwel de rechten van derden die te goeder trouw handelden.

De onwaardige is gehouden tot teruggave van alle vruchten en inkomsten die hij sinds het openvallen van de nalatenschap genoten heeft.

Het aandeel van de onwaardige komt ten goede aan zijn afstammelingen, indien plaatsvervulling plaatsvindt; zo niet, komt zijn aandeel door aanwas ten goede aan de andere erfgerechtigden in dezelfde graad; indien de onwaardige alleen is in zijn graad, vervalt het aan de volgende graad, of aan de volgende orde, naar gelang van het geval. ».

Art. 11. Artikel 730 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 730. De kinderen van de onwaardige zijn niet van de nalatenschap uitgesloten wegens de schuld van hun ouder; ze kunnen bij plaatsvervulling tot de nalatenschap komen.

De onwaardige heeft geen wettelijk genot op de goederen die zijn kinderen ten gevolge van zijn onwaardigheid vererven, en kan deze goederen noch rechtstreeks noch onrechtstreeks van deze kinderen vererven.

Wanneer de door een kind van de onwaardige aldus vererfde goederen bij overlijden van dit kind nog in natura in zijn nalatenschap aanwezig zijn, is de onwaardige voor deze goederen van de nalatenschap van het kind uitgesloten. Zijn deze goederen niet meer in natura aanwezig, dan is de onwaardige uit de nalatenschap gesloten ten belope van de waarde ervan, tenzij en in de mate deze goederen zijn verbruikt en dus ook hun tegenwaarde niet meer in de nalatenschap aanwezig is. De waarde van die goederen wordt bepaald op het ogenblik waarop het kind ze verkregen heeft. ».

Art. 12. In de Franse tekst van artikel 734 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 13. De Franse tekst van het opschrift van boek III, titel I, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door wat volgt : « Section 2. De la substitution ».

Art. 14. Art. 739 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 739. Door plaatsvervulling nemen de afstammelingen van een erfgerechtigde zijn plaats in en worden zij in zijn graad tot de nalatenschap geroepen.

Plaatsvervulling heeft, volgens de hierna vermelde regels, plaats in geval van vooroverlijden, van gelijktijdig overlijden, van verwerping en van onwaardigheid van een erfgerechtigde. ».

Art. 15. In artikel 740 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid van de Franse tekst, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution »;

2^o het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 741 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid van de Franse tekst, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution »;

2^o het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Plaatsvervulling heeft evenmin plaats ten voordele van de afstammelingen van de echtgenoot of van de wettelijk samenwonende. ».

Art. 17. Artikel 742 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 oktober 1919, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 742. In de zijlijn heeft plaatsvervulling plaats ten voordele van de afstammelingen van broeders en zusters, ooms en tantes van de overledene. ».

Art. 18. L'article 743 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 743. La substitution a lieu même lorsqu'aucun des successibles au même degré ne vient à la succession, soit parce qu'ils sont décédés avant ou au même moment que le défunt, soit parce qu'ils ont renoncé ou qu'ils sont indignes. Elle a lieu, encore que les descendants se situent à des degrés égaux ou inégaux.

Dans tous les cas de substitution, le partage s'opère par souche. Si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête. ».

Art. 19. A l'article 744 du même Code, modifié par les lois des 15 décembre 1949 et 19 septembre 1977, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1^{er} et 3 sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 20. Dans l'article 745, alinéa 2, du même Code, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 21. Dans l'article 749 du même Code, modifié par la loi du 14 mai 1981, les mots « ou à leurs représentants » sont remplacés par les mots « ou à ceux qui se substituent à eux ».

Art. 22. Dans l'article 750, alinéa 2, du même Code, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 23. Dans l'article 751 du même Code, les mots « ou leurs représentants » sont remplacés par les mots « ou ceux qui se substituent à eux ».

Art. 24. Dans l'article 753, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 11 octobre 1919, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 25. Dans l'article 755, alinéa 2, du même Code, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 26. L'article 786 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 786. La part du renonçant bénéficie à ses descendants, si la substitution a lieu; dans le cas contraire, sa part accroît celle des autres successibles de son degré; si le renonçant est seul à son degré, elle est dévolue au degré subséquent, ou à l'ordre suivant, selon le cas. ».

Art. 27. L'article 787 du même Code est abrogé.

Art. 28. L'article 845 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 845. L'héritier qui vient à la succession de son chef n'est tenu de rapporter que ce qu'il a lui-même reçu du défunt, et non ce qu'a reçu son père ou sa mère, il ne rapporte pas davantage ce qu'a reçu son enfant ou son descendant. ».

Art. 29. L'article 847 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 847. Les descendants qui viennent à la succession par substitution sont toutefois tenus de rapporter, dans cette succession, les libéralités qu'ils ont reçues du défunt, à moins qu'ils en aient été dispensés. Ils sont également tenus de rapporter, en moins prenant, les libéralités reçues du défunt par la personne à laquelle ils se substituent, à moins que celle-ci ait été dispensée de rapporter. ».

Art. 30. L'article 848 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 848. Le successible qui renonce à la succession peut, s'il n'a pas de descendants se substituant à lui, retenir la donation entre vifs ou réclamer le legs qui lui a été consenti, jusqu'à concurrence de la portion disponible.

Le successible indigne de succéder qui n'a pas de descendants se substituant à lui, ne peut retenir la donation entre vifs ou réclamer le legs qui lui a été consenti, que jusqu'à concurrence de la portion disponible et pour autant que cette libéralité ne soit pas révoquée. ».

Art. 18. Artikel 743 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 743. Plaatsvervulling heeft ook plaats wanneer geen van de erfgeëchtigden in dezelfde graad tot de nalatenschap komen, hetzij omdat ze voor of gelijktijdig met de erflater overleden zijn, dan wel de nalatenschap verworpen hebben of onwaardig zijn. Ze heeft plaats ongeacht of de afstammelingen onder elkaar in gelijke of in ongelijke graden staan.

In alle gevallen van plaatsvervulling geschiedt de verdeling bij staken. Indien een zelfde staak verscheidene takken heeft voortgebracht, geschiedt de onderverdeling in elke tak eveneens bij staken en delen de leden van dezelfde tak onder elkaar bij hoofden. ».

Art. 19. In artikel 744 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 december 1949 en 19 september 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid en het derde lid worden opgeheven;

2° in de Franse tekst van het tweede lid wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 20. In de Franse tekst van artikel 745, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 21. In de Franse tekst van artikel 749 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 mei 1981, worden de woorden « ou à leurs représentants » vervangen door de woorden « ou à ceux qui se substituent à eux ».

Art. 22. In de Franse tekst van artikel 750, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 23. In de Franse tekst van artikel 751 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « ou leurs représentants » vervangen door de woorden « ou ceux qui se substituent à eux ».

Art. 24. In de Franse tekst van artikel 753, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 oktober 1919, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 25. In de Franse tekst van artikel 755, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 26. Artikel 786 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 786. Het aandeel van hem die de nalatenschap verwerpt, komt ten goede aan zijn afstammelingen, indien plaatsvervulling plaatsvindt; zo niet, komt zijn aandeel door aanwas ten goede aan de andere erfgeëchtigden in dezelfde graad; indien de verwerper alleen is in zijn graad, vervalt het aan de volgende graad, of aan de volgende orde, naar gelang van het geval. ».

Art. 27. Artikel 787 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 28. Artikel 845 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 845. Een erfgenaam die uit eigen hoofde tot de nalatenschap komt, is slechts gehouden tot inbreng van wat hij zelf heeft gekregen van de overledene, en niet van wat zijn vader of zijn moeder heeft gekregen, en evenmin van wat zijn kind of zijn afstameling heeft gekregen. ».

Art. 29. Artikel 847 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 847. De afstammelingen die bij plaatsvervulling tot de nalatenschap komen, moeten echter in deze nalatenschap de giften die ze zelf van de overledene hebben gekregen inbrengen, tenzij ze hiervan werden vrijgesteld. Zij moeten ook de giften die hij, van wie ze de plaats vervullen, van de overledene heeft gekregen door minder ontvangst inbrengen, tenzij hij van inbreng werd vrijgesteld. ».

Art. 30. Artikel 848 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 848. De erfgeëchtigde die de nalatenschap verwerpt, mag, indien hij geen afstammelingen heeft die zijn plaats vervullen, de hem gedane schenking onder levenden behouden, of het hem gemaakte legaat opeisen, ten belope van het beschikbaar gedeelte.

De erfgeëchtigde die onwaardig is om te erven, en die geen afstammelingen heeft die zijn plaats vervullen, mag de gedane schenking onder levenden slechts behouden, of het hem gemaakte legaat slechts opeisen, ten belope van het beschikbaar deel en voor zover de gift niet herroepen wordt. ».

Art. 31. Dans l'article 914 du même Code, les mots « qu'ils représentent » sont remplacés par les mots « auquel ils se substituent ».

Art. 32. Dans l'article 953 du même Code, les mots « , pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfants » sont remplacés par les mots « et pour cause d'ingratitude ».

Art. 33. Dans l'article 957 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le donateur peut demander la révocation contre le donataire, et après le décès de celui-ci, contre ses héritiers. »;

b) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les héritiers du donateur ne peuvent demander la révocation que si :

1° le donateur avait déjà intenté l'action;

2° le donateur est décédé dans l'année à compter soit du jour du délit, soit du jour où il a pu connaître le délit; les héritiers doivent alors intenter l'action dans l'année à compter soit du jour du délit, soit du jour où le donateur a pu connaître le délit;

3° le donateur est décédé sans avoir pu connaître le délit; les héritiers doivent alors intenter l'action dans l'année à compter soit du jour du décès, soit du jour où ils ont pu connaître le délit, soit du jour où ils ont pu connaître la donation. ».

Art. 34. L'article 1046 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les héritiers ne peuvent demander la révocation pour cause d'ingratitude que si :

1° le testateur est décédé dans l'année à compter soit du jour du délit, soit du jour où il a pu connaître le délit; les héritiers doivent alors intenter l'action dans l'année à compter soit du jour du délit, soit du jour où le testateur a pu connaître le délit;

2° le testateur est décédé sans qu'il ait pu connaître le délit; les héritiers doivent alors intenter l'action dans l'année à compter soit du jour du décès, soit du jour où ils ont pu connaître le délit, soit du jour où ils ont pu connaître le legs. ».

Art. 35. L'article 1047 du même Code est complété par ce qui suit :

« ou du jour où les héritiers ont pu connaître le délit. ».

Art. 36. Dans l'article 1051 du même Code, le mot « représentation » est remplacé par le mot « substitution ».

Art. 37. L'article 1093 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une telle donation pourra être révoquée pour cause d'ingratitude, comme prévu à l'article 955, et à l'article 1047 en ce qui concerne la donation de biens à venir. ».

Art. 38. L'article 1429 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 27 avril 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1429. La dissolution du régime légal opérée par la séparation de biens judiciaire ou par l'adoption conventionnelle d'un autre régime matrimonial entraîne la caducité des droits de survie qui sont concédés en tant qu'avantages matrimoniaux. Le bénéfice d'une institution contractuelle est toutefois maintenu, sauf si les époux en conviennent autrement. ».

Art. 39. Dans le même Code, il est inséré un article 1429bis rédigé comme suit :

« Art. 1429bis. § 1^{er}. Si le conjoint survivant est indigne d'hériter du conjoint décédé, il perd également tous les avantages qui résulteraient du mode de composition, de fonctionnement, de liquidation ou de partage du patrimoine commun. Il conserve toutefois le droit à la moitié des acquêts, à moins que le contrat de mariage ne lui attribue une part inférieure, que dans ce cas il conserve.

§ 2. Les dispositions relatives à l'indignité successorale s'appliquent par analogie à l'indignité de recueillir ou de conserver un avantage matrimonial. Il en est ainsi même si le conjoint survivant est exclu de la

Art. 31. In de Franse tekst van artikel 914 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « qu'ils représentent » vervangen door de woorden « auquel ils se substituent ».

Art. 32. In artikel 953 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « , wegens ondankbaarheid en wegens geboorte van kinderen » vervangen door de woorden « en wegens ondankbaarheid ».

Art. 33. In artikel 957 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

« De schenker kan de herroeping vorderen tegen de begiftigde, en, na zijn overlijden, tegen zijn erfgenamen. »;

b) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De erfgenamen van de schenker kunnen de herroeping enkel vorderen indien :

1° de schenker de eis reeds had ingesteld;

2° de schenker overleden is binnen een jaar, te rekenen van de dag van het misdrijf of van de dag waarop het misdrijf de schenker bekend kon zijn; de erfgenamen moeten de eis dan instellen binnen een jaar, te rekenen hetzij van de dag van het misdrijf, hetzij van de dag waarop het misdrijf de schenker bekend kon zijn;

3° de schenker overleden is zonder dat het misdrijf hem bekend kon zijn; de erfgenamen moeten de eis dan instellen binnen een jaar, te rekenen hetzij van de dag van het overlijden, hetzij van de dag waarop het misdrijf hen bekend kon zijn, hetzij van de dag waarop de schenking hen bekend kon zijn. ».

Art. 34. Artikel 1046 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De erfgenamen kunnen de herroeping wegens ondankbaarheid enkel vorderen indien :

1° de erflater overleden is binnen een jaar, te rekenen hetzij van de dag van het misdrijf, hetzij van de dag waarop het misdrijf de erflater bekend kon zijn; de erfgenamen moeten de eis dan instellen binnen een jaar, te rekenen hetzij van de dag van het misdrijf, hetzij van de dag waarop het misdrijf de erflater bekend kon zijn;

2° de erflater overleden is zonder dat het misdrijf hem bekend kon zijn; de erfgenamen moeten de eis dan instellen binnen een jaar, te rekenen hetzij van de dag van het overlijden, hetzij van de dag waarop het misdrijf hen bekend kon zijn, hetzij van de dag waarop het legaat hen bekend kon zijn. ».

Art. 35. Artikel 1047 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met wat volgt :

« of van de dag waarop het misdrijf de erfgenamen bekend kon zijn. ».

Art. 36. In de Franse tekst van artikel 1051 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « représentation » vervangen door het woord « substitution ».

Art. 37. Artikel 1093 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Een dergelijke schenking kan wegens ondankbaarheid worden herroepen, zoals bepaald in artikel 955, en, wat de schenking van toekomstige goederen betreft, ook zoals bepaald in artikel 1047. ».

Art. 38. Artikel 1429 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 1429. De ontbinding van het wettelijk stelsel door de overgang naar een gerechtelijke scheiding van goederen of door de conventionele overgang naar een ander huwelijksvermogensstelsel, leidt tot verval van overlevingsrechten die als huwelijksvoordelen zijn toegekend. De begunstiging door een contractuele erfstelling blijft evenwel behouden, tenzij de echtgenoten anders overeenkomen. ».

Art. 39. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1429bis ingevoegd, luidende :

« Art. 1429bis. § 1. Indien de langstlevende echtgenoot onwaardig is om van de overleden echtgenoot te erven, verliest hij ook alle voordelen die hij uit de samenstelling, de werking, de vereffening of de verdeling van het gemeenschappelijk vermogen had kunnen verkrijgen. Hij blijft evenwel gerechtigd op de helft van de aanwinsten, tenzij hem door de huwelijksvereenkomst een kleiner aandeel toekomt, dat hij in dat geval behoudt.

§ 2. De bepalingen inzake onwaardigheid om te erven zijn van overeenkomstige toepassing op de onwaardigheid om huwelijksvoordelen te verkrijgen of te behouden. Dit is eveneens het geval indien de

succession du conjoint décédé, soit par l'effet d'une clause d'exhérédation, soit par l'effet d'une décision d'exclusion ou de déchéance de ses droits successoraux. ».

Art. 40. L'article 1459 du même Code, modifié par la loi du 27 avril 2007, est abrogé.

Art. 41. L'article 1477, § 5, du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette obligation est caduque à l'égard de l'enfant indigne d'hériter du cohabitant légal prédécédé. Le juge suspend son prononcé jusqu'à ce que la décision entraînant l'indignité soit passée en force de chose jugée. ».

CHAPITRE 3. — Modifications du Code pénal

Art. 42. L'article 46 du Code pénal, abrogé par la loi du 31 janvier 1980, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 46. La cour ou le tribunal qui reconnaît coupable d'une des infractions visées aux articles 375, 398 à 400, 402, 403, 405, 409, §§ 1^{er} à 3 et 5, et 422bis, une personne susceptible d'être appelée en tant qu'héritier légal à la succession de la victime, peut également prononcer l'indignité successorale de l'auteur, du coauteur ou du complice, qui sera dès lors exclu de la succession de la victime. ».

Art. 43. L'article 99, alinéa 2, du même Code, abrogé par la loi du 21 décembre 2009, est rétabli dans la rédaction suivante :

« L'indignité successorale, prononcée par le juge sur la base de l'article 46, est imprescriptible. Elle peut être levée par le pardon, accordé par la victime conformément à l'article 728 du Code civil. ».

CHAPITRE 4. — Modification du Code judiciaire

Art. 44. L'article 569, 3^o, du Code judiciaire, abrogé par la loi du 27 mars 2001, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3^o des demandes en déclaration d'indignité successorale visées à l'article 727, § 1^{er}, 2^o, du Code civil; ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) Voir :

Documents du Sénat

5-550 – 2010/2011 :

N^o 1 : Proposition de loi de Mmes Taelman, Stevens et Defraigne et MM. Torfs, Swennen et Delpérée.

5-550 – 2011/2012 :

N^{os} 2 à 7 : Amendements.

N^o 8 : Rapport.

N^o 9 : Texte adopté par la commission.

N^o 10 : Amendements.

N^o 11 : Rapport.

N^o 12 : Texte adopté par la commission.

N^o 13 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

Annales du Sénat : 19 juillet 2012

Documents de la Chambre des représentants

53 2388/ (2011/2012) :

N^o 1 : Projet transmis par le Sénat.

N^o 2 : Rapport.

N^o 3 : Texte corrigé par la commission.

N^o 4 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral : 28 et 29 novembre 2012.

langstlevende echtgenoot uit de nalatenschap van de overleden echtgenoot gesloten is, hetzij door een ontvend beding, hetzij door een beslissing tot uitsluiting of tot verval van zijn erfrecht. ».

Art. 40. Artikel 1459 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 1477, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze verplichting vervalt ten aanzien van het kind dat onwaardig is om van de vooroverleden wettelijk samenwonende te erven. De rechter schort zijn uitspraak op tot de beslissing die tot onwaardigheid leidt in kracht van gewijsde is getreden. ».

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Strafwetboek

Art. 42. Artikel 46 van het Strafwetboek, opgeheven bij de wet van 31 januari 1980, wordt hersteld als volgt :

« Art. 46. Wanneer het hof of de rechtbank een persoon die in aanmerking zou kunnen komen om als wettelijke erfgenaam tot de nalatenschap van het slachtoffer te worden geroepen, schuldig bevindt aan een in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403, 405, 409, §§ 1 tot 3 en 5, en 422bis bedoeld misdrijf, kan het hof of de rechtbank ook de onwaardigheid om te erven uitspreken, waardoor de dader, de mededader of de medeplichtige van de nalatenschap van het slachtoffer wordt uitgesloten. ».

Art. 43. Artikel 99, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 21 december 2009, wordt hersteld als volgt :

« De onwaardigheid om te erven, door de rechter uitgesproken op grond van artikel 46, verjaart niet. Ze kan opgeheven worden door vergiffenis, door het slachtoffer geschonken overeenkomstig artikel 728 van het Burgerlijk Wetboek. ».

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 44. Artikel 569, 3^o, van het Gerechtelijk Wetboek, opgeheven bij de wet van 27 maart 2001, wordt hersteld in de volgende lezing :

« 3^o van vorderingen tot verklaring van erfrechtelijke onwaardigheid als bedoeld in artikel 727, § 1, 2^o, van het Burgerlijk Wetboek; ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) Zie :

Stukken van de senaat

5-550 – 2010/2011 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de dames Taelman, Stevens en Defraigne en de heren Torfs, Swennen en Delpérée.

5-550 – 2011/2012 :

Nrs. 2 tot 7 : Amendementen.

Nr. 8 : Verslag.

Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 10 : Amendementen.

Nr. 11 : Verslag.

Nr. 12 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 13 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 19 juli 2012

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53 2388/ (2011/2012) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Integraal verslag : 28 en 29 november 2012.